Ce 8 octobre refusons l'austérité et ses conséquences pour les personnels et les jeunes ! Agissons pour la promotion du Service Public, pour la qualité de la formation et de la recherche, pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail des fonctionnaires et les conditions d'études des élèves et des étudiants !

Les politiques d'austérité touchent également l'Education. Malgré les annonces de créations de postes par les ministres successifs, il y a toujours autant d'élèves par classe, les personnels font de plus en plus d'heures et les missions sont élargies sans contreparties.

La Refondation de l'Ecole dans le premier degré, qui touche maintenant le collège, n'est qu'une façade médiatique. Sous prétexte d'égalité, elle propose des réformes à bas coût qui tournent le dos à des objectifs ambitieux et émancipateurs pour tous. Loin de s'occuper réellement des élèves et de leurs conditions d'enseignement, elles creusent un peu plus les inégalités territoriales et remettent en cause les fondements même du Service Public National d'Education. La réforme du collège, après celle des rythmes scolaires, en est un bel exemple : elle met en concurrence les personnels, les disciplines et les établissements, augmente les inégalités entre les élèves et aggrave les conditions de travail des personnels.

L'Université n'est pas en reste et suit aussi cette logique d'économie de moyens. Si le gouvernement reconnaît enfin l'augmentation des effectifs étudiants, il continue à n'y répondre que par une « sanctuarisation » du budget qui pour la 5ème année pourrait à nouveau se traduire par une diminution des moyens et par l'annonce d'un 3ème Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) qui augmentera encore les inégalités de dotation entre établissements, en ne finançant qu'une minorité de projets.

Dans notre département cela se traduit par :

Dans le primaire :

- De trop nombreuses écoles maternelles et élémentaires surchargées (près de 30 par classe !)
- Un manque de recrutement au concours puisque 29 personnels manquent à l'appel à cette rentrée, obligeant à recruter pour la 2ème année consécutive des contractuels, chose inédite dans le 1er degré dans le Loiret !!
- De ce fait, un manque criant de remplaçants ajouté à celui des réseaux d'aide aux élèves en difficulté (RASED)
- Une formation initiale insuffisante et contraignante et une formation continue en déshérence
- Des conditions de travail dégradées par, notamment une réforme des rythmes scolaires mal ficelée

Dans le secondaire :

- L'augmentation du nombre d'enseignants obligés de travailler sur 2 à 4 établissements voire même sur deux départements.
- Des effectifs à 28 en sixième et en troisième et de plus en plus chargés en lycée et lycée professionnel, avec des moyens insuffisants pour compenser la hausse démographique et pour garantir l'objectif de poursuite d'études longues.

- Une formation de 8 jours imposée aux enseignants des collèges, et dans de mauvaises conditions

La FSU, la CGT-Educ'action et SUD-Education revendiquent dans le Loiret:

→ En ce qui concerne les salaires :

- L'arrêt du gel du point d'indice, la revalorisation et l'indexation sur les prix
- Le rattrapage des années perdues avec au moins une augmentation de 50 points (230 euros par mois)
- La généralisation et l'uniformisation des versements des indemnités.

→ En ce qui concerne les conditions de travail :

- Des recrutements conséquents dans tous les corps de métier
- La baisse des effectifs par classe
- La remise à plat de la réforme des rythmes scolaires
- L'abrogation de la réforme du collège et de la loi LRU (et la création des COMUE qui ont comme conséquences de marchandiser et de diminuer les moyens des Universités

- l'arrêt de la « territorialisation » de l'Education Nationale
- l'arrêt des pressions managériales
- De réels moyens : des heures postes qui correspondent au besoin réel des établissements

→ En ce qui concerne la formation :

- Une véritable formation initiale et une relance d'une vraie formation continue

Nous ne laisserons pas l'Education se dégrader sans rien faire. Ses personnels refusent que les lois du marché dictent l'école.

Dans le secondaire, nous appelons tous les personnels également à la manifestation du samedi 10 octobre à Paris et à venir s'informer, échanger et décider de modes d'actions le 12 novembre dans une AG intersyndicale du Loiret dans le cadre de la réforme des collèges.

Nous, FSU, CGT éduc'action et SUD éducation, continuons la mobilisation pour l'Education, contre les politiques d'austérité : Les investissements d'aujourd'hui font les économies de demain !